CONSEIL D'ETAT - RAAD VAN STATE
LEGISLATION - WETGEVING
L
-13-06-1986
Transmis à M. Coordination
Overgemaakt aan de H.

BV.

L. 17.147/2.

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Finances, le 26 février 1986, d'une demande d'avis sur un avant-projet de loi "relatif à la sécurité juridique du contribuable", ainsi que sur les amendements à cet avant-projet, a donné le 2 juin 1986 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 26 februari 1986 door de Minister van Financiën verzocht hem van advies te dienen over een voorontwerp van wet "betreffende de rechtszekerheid van de belastingplichtige", alsmede over de amendementen op dat voorontwerp, heeft op 2 juni 1986 het volgend advies gegeven :

OBSERVATIONS GENERALES.

1. Le projet devrait être, selon l'usage, divisé en titres, chapitres et sections.

2. La loi du 10 février 1981 de redressement en matière de répression pénale de la fraude fiscale a introduit dans les sept codes fiscaux des textes identiques. Le projet poursuit dans cette voie en modifiant les dispositions pénales des sept codes.

Cette méthode d'insertion répétitive ne pourrait se justifier que si les textes étaient adaptés aux caractéristiques et à l'importance des différents impôts concernés, ce qui n'est pas le cas.

Dès lors que l'on entend maintenir les mêmes textes dans les sept codes fiscaux, on pourrait faire l'économie de telles longueurs en adoptant une loi qui contiendrait les peines et les particularités de procédure, propres à l'ensemble des matières fiscales.

3. La numérotation du projet n'étant que provisoire, puisque celui-ci doit constituer le chapitre III d'un projet plus vaste, l'avis du Conseil d'Etat ne sera compréhensible que si le Gouvernement indique, dans l'exposé des motifs, pour chaque article du chapitre III du projet qu'il déposera, le numéro de l'article correspondant de l'avant-projet qu'il a présenté au Conseil d'Etat.

.../...

4. La section 2 du projet augmente le nombre de substituts du procureur du Roi et de premiers substituts. Cette partie du projet doit être soumise à l'accord du Ministre du Budget, conformément à l'article 6 de l'arrêté royal du 5 octobre 1961 portant organisation du contrôle administratif et budgétaire.

La lettre d'accompagnement ne fait pas état de l'accomplissement de cette formalité.

En ce qui concerne la section 2, l'avis n'est donné que sous réserve de l'accord du Ministre du Budget.

+

DISPOSITIF.

Article 1er.

(Modification de l'article 251 du Code des impôts sur les revenus).

La détermination des bénéfices et profits par comparaison des bénéfices ou profits normaux d'au moins trois contribuables similaires, prévue par l'article 248 du Code des impôts sur les revenus, est d'une application fort délicate.

La comparaison doit se faire comme dit le texte de l'article 248 du Code des impôts sur les revenus sur les bénéfices et profits "normaux". Les éléments indiqués par cet article : "capital investi, chiffre d'affaires, nombre d'ouvriers, force motrice utilisée, valeur locative des terres exploitées" ne doivent servir qu'à adapter proportionnellement les bénéfices ou profits à la taille de l'entreprise.

Dès lors, le texte suivant est proposé pour être inséré entre les alinéas 1er et 2 de l'article 251 du Code des impôts sur les revenus :

"Lorsque l'administration fait usage du moyen de preuve prévu à l'article 248, § 1er, alinéa 1er, elle communique de la même manière le montant des bénéfices ou profits des trois contribuables similaires ainsi que les éléments nécessaires pour établir proportionnellement le montant des bénéfices ou profits du contribuable concerné".

Article 2.

(Modification de l'article 277 du Code des impôts sur les revenus).

Dans le texte français, il y a lieu d'écrire "loi du 27 juin 1966".

Mieux vaut, pour la première division d'un paragraphe, utiliser les subdivisions 1° et 2° au lieu de a) et b).

Article 3.

(Modification de l'article 305 du Code des impôts sur les revenus).

Selon la phrase liminaire, l'article 305 du Code des impôts sur les revenus serait modifié par "l'article 33 du Chapitre II de la présente loi".

Le Conseil d'Etat n'a pas eu connaissance du texte de cet article.

.../...

Le paragraphe 2 en projet prévoit que "la débition de l'intérêt de retard ... est suspendue pour la partie de la cotisation qui excède ... pour une période allant du ... jusqu'à la fin du mois ...".

La rédaction de ce texte devrait être améliorée quant à sa forme. Par ailleurs, le texte qui prévoit la suspension d'une débition de l'intérêt laisse planer une équivoque sur l'exigibilité ultérieure de cet intérêt, alors que, selon l'exposé des motifs et selon le texte néerlandais, cet intérêt n'est pas dû.

L'alinéa final de l'actuel article 305 du Code des impôts sur les revenus qui précédera immédiatement le texte en projet dit plus simplement et plus justement :

"L'intérêt de retard n'est pas dû si ...".

Dès lors, le texte suivant est proposé pour le paragraphe 2 en projet :

"§ 2. A défaut de notification de la décision visée à l'article 276 dans les dix-huit mois suivant l'introduction de la réclamation, l'intérêt de retard n'est pas dû sur la partie de la cotisation qui excède le montant déterminé conformément à l'article 301, pendant la période commençant le premier du mois qui suit celui de l'expiration dudit délai de dix-huit mois et se terminant à la fin du mois pendant lequel la décision du directeur est notifiée".

.../...

Article 4.

(Modification de l'article 309 du Code des impôts sur les revenus).

Pour conserver l'harmonie de l'article 309, il faut écrire à l'instar des textes introduits par les adverbes 1°, 2° et 3° :

"4° de réductions visées ...".

Article 5.

(Modification de l'article 339 du Code des impôts sur les revenus).

Dans la phrase liminaire, les mots "alinéa unique" sont superflus et doivent être omis. La remarque vaut également pour les articles 7, 14, 15, 17, 31, 33, 38.

Article 10.

(Modification de l'article 350 du Code des impôts sur les revenus).

Les alinéas 1er et 2 du paragraphe 2 en projet dérogent à l'article 29 du Code d'instruction criminelle en subordonnant la dénonciation faite par un fonctionnaire à une autorisation de son autorité hiérarchique.

Il serait donc plus opportun de modifier l'article 29 du Code d'instruction criminelle qui oblige le fonctionnaire à dénoncer. On ferait ainsi l'économie de l'insertion répétitive du même texte dans les divers codes fiscaux, ainsi que la remarque en est faite dans l'observation générale numéro 2.

Il convient donc de scinder l'article 10 du projet en deux articles, l'un modifiant l'article 29 du Code d'instruction criminelle et l'autre modifiant l'article 350 du Code des impôts sur les revenus.

Le premier de ces articles devrait être inséré dans le projet après l'article 53, sous l'intitulé "Modification du Code d'instruction criminelle". Il serait rédigé de la façon suivante :

"Article ... .-

A l'article 29 du Code d'instruction criminelle, il est ajouté un alinéa rédigé comme suit :

"Toutefois les fonctionnaires de l'Administration des contributions directes, de l'Administration de la taxe sur la valeur ajoutée, de l'enregistrement et des domaines, ne peuvent, sans autorisation du directeur régional dont ils dépendent, porter à la connaissance du Procureur du Roi les faits pénalement punissables aux termes des lois fiscales et des arrêtés pris pour leur exécution. Les mêmes faits ne peuvent être portés à la connaissance du Procureur du Roi par les fonctionnaires de l'Administration de l'inspection spéciale des impôts sans l'autorisation de l'administrateur général des impôts".

+

Le nouveau texte de l'article 350 du Code des impôts sur les revenus pourrait alors être rédigé de la façon suivante :

.../...

"Article 350.- § 1er. L'action publique est exercée par le Ministère public.

§ 2. Toutefois le Ministère public ne pourra engager de poursuites si les faits sont venus à sa connaissance à la suite d'une plainte ou d'une dénonciation d'un fonctionnaire dépourvu de l'autorisation dont il est question à l'article 29, alinéa 2, du Code d'instruction criminelle.

§ 3. A moins que sa connaissance des faits ne résulte d'une plainte déposée ou d'une dénonciation faite par les fonctionnaires des administrations fiscales du Ministère des Finances, dûment autorisés, le Procureur du Roi doit, s'il veut engager des poursuites pour des faits pénalement punissables aux termes du présent Code ou des arrêtés pris pour son exécution, demander l'avis du directeur régional compétent. Le Procureur du Roi joint à sa demande d'avis les éléments de fait dont il dispose; le directeur régional doit, dans les quatre mois de la date de sa réception, répondre à la demande qui lui aura été adressée.

§ 4. ... (comme au projet, sauf à écrire, dans le texte néerlandais, "een einde is gemaakt" au lieu de "een einde is gesteld").

§ 5. Dans le cas visé au paragraphe 3, ... (la suite comme au projet)".

Ce texte ne reprend pas l'expression "sous peine d'irrecevabilité" de la plainte. En effet, une plainte n'est pas soumise à des conditions de recevabilité.

+

.../...

Le projet ne précise pas quelle devra être l'attitude du Procureur du Roi auquel parviendrait une dénonciation d'un fonctionnaire d'une administration fiscale qui n'aurait pas été autorisé par son supérieur hiérarchique.

Il appartiendra au Gouvernement de compléter éventuellement le projet pour tenir compte de cette hypothèse.

+

Les observations qui précèdent valent aussi pour les articles :

12 (article 2 du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus) (1) ;

19 (article 74 du Code de la taxe sur la valeur ajoutée);

29 (article 207nonies du Code des taxes assimilées au timbre);

35 (article 207septies du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe);

42 (article 133nonies du Code des droits de succession);

50 (article 67nonies du Code des droits de timbre).

.../...

---

(1) L'article 12 rend applicable l'article 350 du Code des impôts sur les revenus.

Article 11.

(Article 350bis du Code des impôts sur les revenus, en projet).

Dans la phrase liminaire, le mot "nouvel" doit être omis. La remarque vaut aussi pour les articles 13, 20, 24, 30, 36, 43, 45, 51.

Article 12 (article 2 du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus, en projet).

Dans le texte néerlandais de la phrase liminaire, il convient d'écrire : "In artikel 2 van het Wetboek van de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen, gewijzigd bij artikel 3 van de wet van 10 februari 1981, worden de volgende wijzigingen aangebracht :".

Article 13.

(Article 2bis du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus, en projet).

Dans le texte néerlandais, la phrase liminaire devrait être rédigée comme suit :

"In titel I van hetzelfde Wetboek wordt een artikel 2bis ingevoegd, luidend als volgt :".

Selon l'article 9 de la Constitution, nulle peine ne peut être établie ni appliquée qu'en vertu de la loi. Ce principe vaut pour les amendes administratives.

Le Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus ne prévoit pas d'amende administrative mais seulement des accroissements d'impôts, ceux-ci étant portés au triple ou au quintuple.

Toutefois, l'article 2 du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus rend applicable aux taxes imposées par ce Code, une série d'articles du Code des impôts sur les revenus, parmi lesquels l'article 335 de ce Code qui prévoit l'amende administrative de 200 à 10.000 francs pour toute infraction.

L'attribution d'un pouvoir au Roi pour fixer une échelle des peines doit, pour être conforme au principe rappelé ci-dessus, s'inscrire dans les limites des peines prévues par la loi.

Par ailleurs, on ne peut se référer dans le texte aux amendes prévues par les arrêtés pris pour l'exécution du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus. Ces arrêtés ne prévoient pas de peines; c'est le texte légal qui punit les infractions à leurs dispositions.

Le texte suivant est en conséquence proposé pour l'article 2bis du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus, en projet :

"Article 2bis.- Dans les limites prévues par la loi, le montant des amendes et des accroissements d'impôts, prévus par le présent Code tant pour les infractions à celui-ci que pour les infractions aux arrêtés royaux pris pour son exécution, est fixé selon une échelle et des graduations, qui sont déterminées par le Roi".

La présente observation vaut pour les articles :

21 (article 84 du Code de la taxe sur la valeur ajoutée);

23 (article 202-4 du Code des taxes assimilées au timbre);

37 (article 219 du Code des droits d'enregistrement,d'hypothèque et de greffe);

44 (article 141 du Code des droits de succession);

52 (article 74 du Code des droits de timbre).

.../...

Article 22.

(article 84bis du Code de la taxe sur la valeur ajoutée, en projet).

Selon les renseignements fournis par les fonctionnaires délégués, le directeur régional cité à l'article 84bis du Code de la taxe sur la valeur ajoutée, en projet, porte le titre de directeur régional de la taxe sur la valeur ajoutée, de l'enregistrement et des domaines, comme il est dit à l'article 207nonies, § 2, alinéa 3, du Code des taxes assimilées au timbre, en projet (article 29 du projet).

La dénomination administrative de ce fonctionnaire, telle qu'elle résulte du règlement organique du Ministère des Finances, doit être respectée.

Cette observation vaut également pour les articles 24 du projet (article 202-4bis du Code des taxes assimilées au timbre, en projet) et 45 (article 141bis du Code des droits de succession, en projet).

Article 34 (article 207ter du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, en projet).

Dans le texte néerlandais, la phrase liminaire devrait être rédigée comme suit : "In artikel 207ter van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij ... (la suite comme au projet)".

Article 55.

Cet article dispose de la manière suivante :

"Les lois fiscales et les arrêtés pris pour leur exécution ne disposent que pour l'avenir; ces lois et arrêtés n'ont pas d'effet rétroactif, sauf dérogation expresse".

.../...

Dans l'exposé des motifs, le Gouvernement déclare:

"Le principe de la non-rétroactivité des lois, qui est expressément énoncé par l'article 2 du Code civil, constitue un principe général de notre droit. Il est à la fois un précepte pour le législateur, une obligation pour le juge et une garantie pour les citoyens.

Ce principe s'applique à toutes les lois fiscales: celles-ci ne sont pas rétroactives.

Toutefois, dans un but de renforcement de la sécurité juridique des citoyens et des contribuables et pour aligner les lois fiscales et les arrêtés pris pour leur exécution sur ce qui est prévu en d'autres matières, il a paru utile de reprendre dans le présent projet, une disposition énonçant ce principe de non-rétroactivité.

Si, en raison des circonstances, il s'avère indispensable de faire rétroagir une disposition fiscale nouvelle, il faudra que la disposition prise dise expressément qu'elle rétroagit à la date qu'elle fixe".

On n'aperçoit pas l'utilité d'une réaffirmation du principe général de la non-rétroactivité des lois, déjà affirmé à l'article 2 du Code civil. L'application de ce principe aux lois fiscales n'est pas contestée.

.../...

Le législateur peut estimer que dans certains cas des circonstances particulières justifient qu'il soit dérogé à l'article 2 du Code civil. Une dérogation à cet article, exprimée dans une autre loi, norme de même niveau hiérarchique que l'article 2 du Code civil, est parfaitement valable.

L'affirmation, dans une loi fiscale, du principe de la non-rétroactivité des lois, présente un danger. En effet, il pourrait en être déduit que l'article 2 du Code civil ne serait plus d'application générale et ne s'appliquerait qu'aux seules lois de droit privé, à l'exclusion des autres lois.

Il est donc proposé d'omettre l'article 55 du projet en tant qu'il rappelle le principe de la non-rétroactivité de la loi.

En revanche, l'article 2 du Code civil ne fait pas mention des arrêtés et réglements. L'article 107 de la Constitution oblige les cours et tribunaux ainsi que le Conseil d'Etat à n'appliquer les arrêtés et réglements qu'autant qu'ils sont conformes aux lois. Dès lors, les arrêtés ou réglements qui portent atteinte à des droits ou portent des mesures contraignantes ne peuvent rétroagir que si la base légale sur laquelle ils sont pris, l'autorise.

L'article 55 du projet prévoit que les arrêtés pris pour l'exécution des lois fiscales ne disposent que pour l'avenir et que ces arrêtés n'ont pas d'effet rétroactif, "sauf dérogation expresse".

Ce texte peut être interprété comme autorisant le Roi à faire rétroagir les dispositions de ses arrêtés en dépit du principe général de la non-rétroactivité. Il s'agirait là non d'un renforcement de la sécurité juridique des contribuables, mais plutôt d'un affaiblissement de celle-ci.

Comme telle n'est pas, selon les fonctionnaires délégués, l'intention du Gouvernement, le texte devrait être modifié pour éviter toute interprétation regrettable. La rédaction suivante est proposée :

"Article ... .-

Les arrêtés pris pour l'exécution des lois fiscales ne disposent que pour l'avenir; ils n'ont pas d'effet rétroactif, sauf dérogation expresse prévue par la loi".

Article 56.

Cet article prévoit la communication au contribuable des "critères" qui sont d'application pour la détermination des amendes administratives.

.../...

Selon l'exposé des motifs,

> "Il est souhaitable que les avis, ... indiquent clairement quels sont les critères qui ont été appliqués pour déterminer le montant de l'amende dont le paiement est exigé".

Le terme "critères" est ambigu et peu approprié aux garanties que l'on veut instaurer.

Pour qu'elle soit bien comprise, la décision administrative devrait énoncer, d'une part, les faits constitutifs de l'infraction et, d'autre part, les dispositions légales ou réglementaires dont il est fait application, et, enfin, les motifs qui ont inspiré la fixation du montant de l'amende, du moins dans les cas où l'administration dispose d'un pouvoir d'appréciation.

Le texte suivant est proposé :

"Article ... .-

Toute décision imposant une amende administrative est notifiée au contribuable intéressé; cette notification indique les faits constitutifs de l'infraction, reproduit les textes légaux ou réglementaires dont il a été fait application, avec mention de leur date, et donne les motifs qui ont servi à déterminer le montant de l'amende".

+

Section 2.

Dans le texte français de l'intitulé de cette section, il y a lieu d'écrire : "Création de la fonction de substitut du procureur du Roi, spécialisé en matière fiscale".

+

Article 57.

(Modification des annexes de la loi du 3 avril 1953 d'organisation judiciaire).

La phrase liminaire devrait être rédigée comme suit :

"Les chiffres figurant dans la sixième colonne "substituts du procureur du Roi" du tableau III, intitulé "Tribunaux de première instance", annexé à la loi du 3 avril 1953 d'organisation judiciaire, modifié par les lois des 1er août 1985 et 23 septembre 1985, sont remplacés par les chiffres suivants :".

.../...

Article 58.

(Modification des annexes de la loi du 3 avril 1953 d'organisation judiciaire).

La phrase liminaire devrait être rédigée comme suit :

"Le tableau intitulé "Nombre de premiers substituts du procureur du Roi dans les tribunaux de première instance", annexé à la loi du 3 avril 1953 d'organisation judiciaire, modifié par les lois des 1er août 1985 et 23 septembre 1985, est remplacé par le tableau suivant :".

Article 59 (article 151 du Code judiciaire).

Le texte néerlandais devrait être rédigé comme il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 60 (article 151bis du Code judiciaire).

La rédaction suivante est proposée pour l'alinéa 2 de l'article 151bis, en projet :

"Lorsqu'ils sont appelés à exercer leurs fonctions dans un arrondissement qui n'est pas celui dans lequel ils ont été nommés, ils sont placés sous la surveillance et la direction immédiate du procureur du Roi de l'arrondissement dans lequel ils exercent ces fonctions".

.../...

Article 61.

(Modification de l'article 194 du Code judiciaire).

Le texte actuel de l'article 194 du Code judiciaire ne prend en considération, parmi les services accomplis à l'Etat ou dans un organisme d'intérêt public, que l'exercice de fonctions juridiques. Le projet y ajoute des fonctions en matière fiscale.

Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas la raison pour laquelle les services qui seraient ainsi pris en considération pourraient n'être pas des fonctions juridiques.

Il est dès lors proposé d'omettre le 1° de l'article 61 du projet.

Au 2° (qui ne devrait plus être numéroté), dans la version française du texte en projet, il y a lieu de supprimer les mots "en outre".

L'article 194, alinéa 2, actuel, du Code judiciaire ne prend en considération le diplôme de licencié en droit social que s'il a été délivré par une université belge. La même précision devrait être prévue pour le diplôme de licencié en droit fiscal que le projet prend en considération.

.../...

Article 62.
(Article 194bis du Code judiciaire).

Pour se conformer à l'observation faite sous l'article 61, 1°, il y a lieu d'écrire : "... ou avoir exercé des fonctions juridiques en matière fiscale dans un service de l'Etat ou dans l'un des organismes prévus par la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public".

Article 63.
(Modification de l'article 43 de la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire).

S'agissant de modifications multiples au même article, l'usage recommande la formule :

"A l'article 43 de la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire, modifié par les lois des 10 octobre 1967, 15 juillet 1970 et 23 septembre 1985, sont apportées les modifications suivantes :

1° Le paragraphe ler est complété par les alinéas suivants : ("... la suite comme au texte en projet sous le 1°, sauf à écrire, dans le texte néerlandais "gespecialiseerd in belastingzaken").

2° Le paragraphe 2 est complété par l'alinéa suivant : ("... la suite comme au texte en projet sous le 2°, sauf à écrire, dans le texte néerlandais "gespecialiseerd in belastingzaken").

3° Au paragraphe 5, l'alinéa suivant est inséré entre les alinéas 2 et 3 :

.../...

"En outre, deux substituts du procureur du Roi de Bruxelles, spécialisés en matière fiscale, doivent justifier par leur diplôme qu'ils ont subi les examens de la licence en droit, l'un en langue française, l'autre en langue néerlandaise".

Article 64.

L'article 151bis du Code judiciaire en projet (article 60 du projet) confie l'action publique en matière fiscale à des substituts "spécialisés en matière fiscale". L'article 194bis du Code judiciaire en projet (article 62 du projet) prévoit que le substitut spécialisé en matière fiscale doit, dans une première alternative, être porteur d'un diplôme de licencié en droit fiscal.

Comme le grade de licencié en droit fiscal n'est pas un grade légal mais seulement un grade scientifique, les universités sont libres de délivrer un diplôme portant ce titre et de déterminer les matières et les épreuves à présenter pour l'obtention de ce diplôme.

Selon l'article 64 du projet, le Roi recevrait le pouvoir de déterminer "les examens et les épreuves que le porteur d'un diplôme de licencié en droit fiscal doit avoir réussis aux fins d'application de l'article 194bis du Code judiciaire".

.../...

Cette restriction aboutirait à priver certains porteurs de ce diplôme de la possibilité de postuler une des places créées par la loi en projet, sans pouvoir pallier l'insuffisance de leur diplôme par un examen complémentaire devant un jury d'Etat.

D'autres candidats qui auraient réussi toutes les épreuves déterminées par l'arrêté royal mais sans avoir obtenu le diplôme de licencié en droit fiscal, ne rempliraient pas la condition légale mise à la nomination.

Ce système ne peut qu'engendrer la confusion. La solution devrait être recherchée dans l'utilisation du pouvoir attribué au Roi par l'article 1er bis des lois sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires, coordonnées le 31 décembre 1949, modifié par la loi du 21 mars 1964. Cette disposition législative permet en effet de créer, par arrêté royal, de nouveaux grades académiques et d'en fixer les matières des examens.

En outre, des dispositions transitoires devraient être prévues.

. .

ALGEMENE OPMERKINGEN.

1. Het ontwerp zou, zoals gebruikelijk is, ingedeeld moeten worden in titels, hoofdstukken en afdelingen.

2. De herstelwet van 10 februari 1981 betreffende de strafrechtelijke beteugeling van de belastingontduiking heeft in de zeven belastingwetboeken identieke teksten ingevoegd. Het ontwerp, dat de strafbepalingen van de zeven wetboeken wijzigt, gaat op die ingeslagen weg verder.

Deze methode van zich herhalende invoeging zou alleen te rechtvaardigen zijn als de teksten aangepast waren aan de kenmerken en de belangrijkheid van de verschillende belastingen in kwestie, wat niet het geval is.

Als men wil dat dezelfde teksten in de zeven belastingwetboeken staan, zou men zich dergelijke wijdlopigheid kunnen besparen door het aannemen van een wet waarin de straffen en de procedure-bijzonderheden die eigen zijn aan alle belastingaangelegenheden, zouden zijn vervat.

3. Daar de nummering van het ontwerp slechts voorlopig is omdat het hoofdstuk III van een omvangrijker ontwerp moet vormen, zal het advies van de Raad van State maar bevattelijk zijn als de Regering in de memorie van toelichting voor elk artikel van hoofdstuk III van het ontwerp dat zij zal indienen, het nummer aangeeft van het overeenkomstige artikel van het voorontwerp dat zij aan de Raad van State heeft voorgelegd.

.../...

4. Afdeling 2 van het ontwerp verhoogt het aantal substituut-procureurs des Konings en eerste substituut-procureurs des Konings. Dit gedeelte van het ontwerp dient overeenkomstig artikel 6 van het koninklijk besluit van 5 oktober 1961 tot regeling van de administratieve en begrotingscontrole, voor akkoord aan de Minister van Begroting te worden voorgelegd. Uit de begeleidende brief blijkt niet dat aan dat vormvereiste is voldaan.

Wat afdeling 2 betreft, wordt het advies slechts gegeven onder voorbehoud dat de Minister van Begroting zich akkoord verklaart.

+

BEPALEND GEDEELTE.

Artikel 1 (wijziging van artikel 251 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen).

Het bepalen van de winsten en baten door vergelijking met de normale winsten of baten van ten minste drie soortgelijke belastingplichtigen, zoals voorgeschreven is door artikel 248 van het Wetboek der inkomstenbelastingen, is een zeer lastige zaak.

De vergelijking dient, volgens de tekst van artikel 248 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen, op basis van de "normale" winsten en baten te geschieden. De door dat artikel genoemde gegevens : "aangewend kapitaal, omzet, aantal werklieden, benuttigde drijfkracht, huurwaarde

.../...

der in bedrijf genomen gronden" mogen slechts dienen om de winsten of baten in verhouding tot de grootte van de onderneming te bepalen.

Derhalve wordt de volgende tekst voorgesteld om tussen het eerste en het tweede lid van artikel 251 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen te worden ingevoegd :

"Wanneer de administratie gebruik maakt van het bewijsmiddel bedoeld in artikel 248, § 1, eerste lid, deelt zij op dezelfde wijze het bedrag mede van de winsten of baten van de drie soortgelijke belastingplichtigen alsmede de gegevens die nodig zijn voor het verhoudingsgewijs bepalen van de winsten of baten van de betrokken belastingplichtige".

Artikel 2 (wijziging van artikel 277 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen).

In de Franse tekst moet men schrijven : "loi du 27 juin 1966".

Het is beter om voor de eerste indeling van een paragraaf de onderverdelingen 1° en 2° te gebruiken in plaats van a) en b).

Artikel 3 (wijziging van artikel 305 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen).

Volgens de inleidende volzin zou artikel 305 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen gewijzigd worden door "artikel 33 van Hoofdstuk II van deze wet".

.../...

De Raad van State heeft geen kennis gehad van de tekst van dat artikel.

De ontworpen paragraaf 2 bepaalt dat "voor het gedeelte van de aanslag dat hoger is ... de ... nalatigheidsinterest niet aangerekend (wordt) voor een tijdperk dat loopt van ... tot het einde van de maand ...".

De redactie van die tekst zou naar de vorm verbeterd moeten worden. Overigens laat de Franse tekst, "la débition de l'intérêt ... est suspendue", dubbelzinnigheid bestaan omtrent de latere opeisbaarheid van die interest, terwijl volgens de memorie van toelichting en volgens de Nederlandse tekst die interest niet verschuldigd is.

Het laatste lid van het huidige artikel 305 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen, dat onmiddellijk aan de ontworpen tekst zal voorafgaan, zegt op een eenvoudiger en duidelijker manier :

"De nalatigheidsinterest is niet verschuldigd wanneer ...".

Derhalve wordt de volgende tekst voorgesteld voor de ontworpen tweede paragraaf :

"§ 2. Geschiedt de kennisgeving van de in artikel 276 bedoelde beslissing niet binnen achttien maanden na de indiening van het bezwaarschrift, dan is geen nalatigheidsinterest verschuldigd voor het gedeelte van de aanslag dat hoger is dan het overeenkomstig artikel 301 vast-

.../...

gestelde bedrag, gedurende het tijdperk dat begint op de eerste van de maand welke volgt op die waarin die termijn van achttien maanden verstrijkt en afloopt op het einde van de maand waarin van de beslissing van de directeur kennis wordt gegeven".

Artikel 4 (wijziging van artikel 309 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen).

Om de harmonische inrichting van artikel 309 niet te verstoren, moet men in de Franse tekst naar het voorbeeld van de teksten die respectievelijk door 1°, 2° en 3° ingeleid worden, schrijven :

"4° de réductions visées ...".

Artikel 5 (wijziging van artikel 339 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen).

De woorden "enig lid" zijn overbodig. Zij moeten vervallen. De opmerking geldt ook voor de artikelen 7, 14, 15, 17, 31, 33, 38.

Artikel 10 (wijziging van artikel 350 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen).

Het eerste en het tweede lid van de ontworpen paragraaf 2 wijken af van artikel 29 van het Wetboek van Straf-

.../...

vordering doordat zij de aangifte door een ambtenaar afhankelijk maken van de machtiging van diens hiërarchische overheid.

Het zou dan ook doelmatiger zijn een wijziging aan te brengen in artikel 29 van het Wetboek van Strafvordering, dat de ambtenaar tot aangifte verplicht. Zoals er in de algemene opmerking nr. 2 op gewezen is, zou men zodoende het herhaaldelijk invoegen van dezelfde tekst in de verschillende belastingwetboeken vermijden.

Artikel 10 van het ontwerp behoort dus in twee artikelen te worden gesplitst, waarvan het ene artikel 29 van het Wetboek van Strafvordering wijzigt en het andere artikel 350 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen.

Het eerste van die artikelen zou in het ontwerp moeten worden ingevoegd na artikel 53, onder het opschrift "Wijziging van het Wetboek van Strafvordering". Het zou als volgt geredigeerd zijn :

"Artikel ....-

Aan artikel 29 van het Wetboek van Strafvordering wordt een lid toegevoegd, luidend als volgt :

"De ambtenaren van de Administratie der directe belastingen, van de Administratie van de belasting over de toegevoegde waarde, registratie en domeinen kunnen echter de feiten die, naar luid van de belastingwetten en van de ter uitvoering ervan genomen besluiten strafrechtelijk strafbaar zijn, niet zonder machtiging van de gewestelijke directeur, onder wie zij ressorteren, ter kennis brengen van

.../...

de procureur des Konings. Dezelfde feiten kunnen door de ambtenaren van de Administratie der bijzondere belasting-inspectie niet zonder machtiging van de administrateur-generaal van de belastingen ter kennis van de procureur des Konings worden gebracht".

+

De nieuwe tekst van artikel 350 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen zou dan als volgt geredigeerd kunnen worden :

"Artikel 350. § 1. De strafvordering wordt ingesteld door het openbaar ministerie.

§ 2. Het openbaar ministerie kan echter geen vervolging instellen indien het kennis heeft gekregen van de feiten ten gevolge van een klacht of een aangifte van een ambtenaar die niet de machtiging had waarvan sprake is in artikel 29, tweede lid, van het Wetboek van Strafvordering.

§ 3. Tenzij de procureur des Konings met de feiten bekend is geraakt ingevolge een klacht die is ingediend of een aangifte die is gedaan door ambtenaren van de belastingbesturen van het Ministerie van Financiën die daartoe behoorlijk gemachtigd zijn, moet hij, indien hij een vervolging wil instellen wegens feiten die naar luid van dit Wetboek of van de ter uitvoering ervan genomen besluiten strafrechtelijk strafbaar zijn, het advies van de bevoegde

.../...

gewestelijke directeur vragen. De procureur des Konings voegt het feitenmateriaal waarover hij beschikt bij zijn verzoek om advies; de gewestelijke directeur dient binnen vier maanden na de ontvangst van het aan hem gerichte verzoek hierop te antwoorden.

§ 4. ... (zoals in het ontwerp, maar in de Nederlandse tekst schrijve men "een einde is gemaakt" in plaats van "een einde is gesteld").

§ 5. In het geval bedoeld in paragraaf 3, ... (voorts zoals in het ontwerp)".

Deze tekst neemt de uitdrukking "op straffe van niet-ontvankelijkheid" van de klacht niet over. Voor een klacht gelden immers geen ontvankelijkheidsvoorwaarden.

+

Het ontwerp bepaalt niet wat de houding moet zijn van de procureur des Konings die een aangifte ontvangt van een ambtenaar van een belastingbestuur die niet door zijn hiërarchische meerdere gemachtigd is.

De Regering zal haar ontwerp eventueel dienen aan te vullen om in dat geval te voorzien.

+

.../...

De bovenstaande opmerkingen gelden ook voor de artikelen :

12 (artikel 2 van het Wetboek van de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen)(1);

19 (artikel 74 van het Wetboek van de belasting over de toegevoegde waarde);

29 (artikel 207nonies van het Wetboek der met het zegel gelijkgestelde taksen);

35 (artikel 207septies van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten);

42 (artikel 133nonies van het Wetboek der successierechten);

50 (artikel 67nonies van het Wetboek der zegelrechten).

.../...

---

(1) Artikel 12 verklaart artikel 350 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen toepasselijk.

Artikel 11 (ontworpen artikel 350bis van het Wetboek van de inkomstenbelastingen).

In de inleidende volzin moet het woord "nieuw" vervallen. De opmerking geldt ook voor de artikelen 20, 24, 30, 36, 43, 45, 51.

Artikel 12 (ontworpen artikel 2 van het Wetboek van de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen).

In de Nederlandse tekst van de inleidende volzin schrijve men : "In artikel 2 van het Wetboek van de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen, gewijzigd bij artikel 3 van de wet van 10 februari 1981, worden de volgende wijzigingen aangebracht :".

Artikel 13 (ontworpen artikel 2bis van het Wetboek van de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen).

In de Nederlandse tekst dient de inleidende volzin als volgt te worden geredigeerd :

"In titel I van hetzelfde Wetboek wordt een artikel 2bis ingevoegd, luidend als volgt :".

Volgens artikel 9 van de Grondwet kan geen straf worden ingevoerd of toegepast dan krachtens de wet. Dat beginsel geldt ook voor de administratieve boeten.

Het Wetboek van de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen legt geen administratieve boete op, maar alleen belastingverhogingen; de belastingen worden immers verdrie- of vervijfvoudigd.

.../...

Artikel 2 van het Wetboek van de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen verklaart evenwel op de door dat Wetboek gevestigde belastingen een reeks artikelen van het Wetboek van de inkomstenbelastingen toepasselijk, waaronder artikel 335 van dat Wetboek, dat voor iedere overtreding voorziet in een administratieve geldboete van 200 tot 10.000 frank.

Ter inachtneming van het hierboven in herinnering gebrachte beginsel, moet de toekenning aan de Koning van een bevoegdheid om een schaal van de straffen vast te stellen, binnen de grenzen van de bij de wet gestelde straffen blijven.

Bovendien mag in de tekst geen sprake zijn van geldboeten die opgelegd zijn bij de besluiten genomen ter uitvoering van het Wetboek van de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen. Die besluiten leggen geen straffen op; het is de wet die straf stelt op overtreding van de bepalingen van die besluiten.

De volgende tekst wordt dan ook voorgesteld voor het ontworpen artikel 2bis van het Wetboek van de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen :

"Artikel 2bis. -

Binnen de door de wet gestelde grenzen, wordt het bedrag van de boeten en van de belastingverhogingen waarin dit Wetboek voorziet zowel voor de overtredingen van dit Wetboek als voor de overtredingen van de ter uitvoering ervan genomen koninklijke besluiten, bepaald volgens een schaal en trappen die door de Koning worden vastgesteld".

.../...

Deze opmerking geldt voor de artikelen :

21 (artikel 84 van het Wetboek van de belasting over de toegevoegde waarde);

23 (artikel 202-4 van het Wetboek der met het zegel gelijkgestelde taksen);

37 (artikel 219 van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten);

44 (artikel 141 van het Wetboek der successierechten);

52 (artikel 74 van het Wetboek der zegelrechten).

Artikel 22 (ontworpen artikel 84bis van het Wetboek van de belasting over de toegevoegde waarde).

Naar de gemachtigde ambtenaren hebben verklaard, voert de gewestelijke directeur waarvan sprake is in het ontworpen artikel 84bis van het Wetboek van de belasting over de toegevoegde waarde, de titel van gewestelijke directeur van de belasting over de toegevoegde waarde, registratie en domeinen, zoals staat in het ontworpen artikel 207nonies, § 2, derde lid, van het Wetboek der met het zegel gelijkgestelde taksen (artikel 29 van het ontwerp).

Aan de administratieve benaming van die ambtenaar, zoals zij volgt uit het organiek reglement van het Ministerie van Financiën, mag niet worden geraakt.

Die opmerking geldt eveneens voor de artikelen 24 (ontworpen artikel 202-4bis van het Wetboek der met het zegel gelijkgestelde taksen) en 45 (ontworpen artikel 141bis van het Wetboek der successierechten) van het ontwerp.

.../...

Artikel 34 (ontworpen artikel 207ter van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten).

In de Nederlandse tekst dient de inleidende volzin als volgt te worden geredigeerd : "In artikel 207ter van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij ... (voorts zoals in het ontwerp)".

Artikel 55.

Dit artikel luidt als volgt :

"De belastingwetten en de ter uitvoering ervan genomen besluiten gelden enkel voor de toekomst; behoudens wanneer zulks uitdrukkelijk wordt vermeld, hebben die wetten en besluiten geen terugwerkende kracht".

In de memorie van toelichting verklaart de Regering het volgende :

"Het principe van de niet-terugwerkende kracht van de wetten, dat uitdrukkelijk is ingeschreven in artikel 2 van het Burgerlijk Wetboek, vormt een algemeen principe van ons recht. Het is tegelijk een voorschrift voor de wetgever, een verplichting voor de rechter en een waarborg voor de burgers.

Dat principe is op alle belastingwetten van toepassing : zij werken niet terug.

Met het doel de rechtszekerheid van de burgers en van de belastinplichtigen te versterken en om de belastingwetten en de ter uitvoering ervan genomen besluiten aan te passen aan hetgeen in andere materies is bepaald, is het nuttig in dit ontwerp een bepaling op te nemen dat (lees : die) het principe van de niet-terugwerking opneemt.

Indien het ingevolge bepaalde omstandigheden onontbeerlijk zou blijken een nieuwe belastingbepaling te laten terugwerken, moet de genomen bepaling uitdrukkelijk vermelden dat ze terugwerkt tot op de datum die zij bepaalt".

.../...

Het is niet duidelijk welk nut het heeft een nieuwe bevestiging te brengen van het algemeen beginsel dat de wetten geen terugwerkende kracht hebben, welk beginsel reeds neergelegd is in artikel 2 van het Burgerlijk Wetboek. Dat dit beginsel ook geldt voor de belastingwetten, wordt niet betwist.

De wetgever kan de mening toegedaan zijn dat in bepaalde gevallen bijzondere omstandigheden een afwijking van artikel 2 van het Burgerlijk Wetboek wettigen. Een afwijking van dat artikel, die te kennen gegeven wordt in een andere wet, die een norm is van dezelfde rangorde als artikel 2 van het Burgerlijk Wetboek, is volkomen geldig.

De bevestiging, in een belastingwet, van het beginsel dat de wetten geen terugwerkende kracht hebben, is niet zonder gevaar. Er zou immers kunnen worden uit afgeleid dat artikel 2 van het Burgerlijk Wetboek geen algemene toepassing meer zou hebben en nog alleen zou gelden voor de privaatrechtelijke wetten, met uitsluiting van de andere wetten.

Men late artikel 55 van het ontwerp dus achterwege in zover dat artikel het beginsel van de niet-terugwerking van de wet in herinnering brengt.

.../...

Artikel 2 van het Burgerlijk Wetboek maakt daarentegen geen gewag van de besluiten en verordeningen. Artikel 107 van de Grondwet verplicht de hoven en rechtbanken, alsmede de Raad van State, de besluiten en verordeningen alleen toe te passen in zover zij met de wetten overeenstemmen. Besluiten of verordeningen die afbreuk doen aan rechten of die dwangmaatregelen inhouden, mogen dus slechts terugwerken ingeval de rechtsgrond waarop zij berusten, dat toelaat.

Artikel 55 van het ontwerp bepaalt dat de besluiten, genomen ter uitvoering van de belastingwetten, enkel voor de toekomst gelden en dat die besluiten geen terugwerkende kracht hebben, "behoudens wanneer zulks uitdrukkelijk wordt vermeld".

Die tekst kan worden uitgelegd alsof hij de Koning machtigt om de bepalingen van zijn besluiten te doen terugwerken, ondanks het algemeen beginsel van de niet-terugwerking. Zo zou de rechtszekerheid van de belastingplichtigen niet versterkt maar eerder verzwakt worden.

Aangezien zulks, volgens de gemachtigde ambtenaren, niet de bedoeling van de Regering is, zou de tekst gewijzigd moeten worden om betreurenswaardige interpretaties te vermijden. De volgende redactie wordt voorgesteld :

. .

"Artikel ... .-

De ter uitvoering van de belastingwetten genomen besluiten beschikken alleen voor het toekomende; zij hebben geen terugwerkende kracht, behoudens uitdrukkelijke afwijking in de wet bepaald".

.../...

Artikel 56.

Dit artikel bepaalt dat de "criteria" die van toepassing zijn om de administratieve boeten vast te stellen, aan de belastingplichtige moeten worden medegedeeld.

De memorie van toelichting zegt hierover het volgende :

> "Het is wenselijk dat de berichten, ... duidelijk de criteria vermelden welke zijn toegepast om het bedrag van de geëiste geldboete te bepalen".

De term "criteria" is dubbelzinnig en niet erg dienstig voor de waarborgen die men wil invoeren.

Voor een goed begrip, van de administratieve beslissing zou deze enerzijds de feiten moeten vermelden die de overtreding opleveren en anderzijds de wets- of verordeningsbepalingen die toegepast worden en, tenslotte, de motieven op grond waarvan het bedrag van de boete wordt vastgesteld, althans in de gevallen dat de administratie een beoordelingsbevoegdheid bezit.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Artikel ....-

Van elke beslissing waarbij een administratieve boete wordt opgelegd, wordt aan de belanghebbende belastingplichtige kennis gegeven; die kennisgeving vermeldt de feiten

.../...

die de overtreding opleveren, neemt de toegepaste wets- of verordeningsteksten over met vermelding van hun datum en geeft de motieven op die gediend hebben om het bedrag van de boete vast te stellen".

+

Afdeling 2.

In het opschrift van deze afdeling dient te worden geschreven : "Instelling van het ambt van substituut-procureur des Konings, gespecialiseerd in belastingzaken".

+

Artikel 57 (wijziging van de bijlagen bij de wet van 3 april 1953 betreffende de rechterlijke inrichting).

De inleidende volzin zou als volgt moeten worden geredigeerd :

"De cijfers die voorkomen in de zesde kolom "Substituut-procureur des Konings" van tabel III, met als opschrift "Rechtbanken van eerste aanleg", gevoegd bij de wet van 3 april 1953 betreffende de rechterlijke inrichting, gewijzigd bij de wetten van 1 augustus 1985 en 23 september 1985, worden vervangen door de volgende cijfers :".

.../...

Artikel 58 (wijziging van de bijlagen bij de wet van 3 april 1953 betreffende de rechterlijke inrichting).

De inleidende volzin zou als volgt moeten worden geredigeerd :

"De tabel met als opschrift "Aantal eerste substituut-procureurs des Konings in de rechtbanken van eerste aanleg", gevoegd bij de wet van 3 april 1953 betreffende de rechterlijke inrichting, gewijzigd bij de wetten van 1 augustus 1985 en 23 september 1985, wordt vervangen door de volgende tabel :".

Artikel 59 (artikel 151 van het Gerechtelijk Wetboek).

De Nederlandse tekst redigere men als volgt :

"Artikel 151 van het Gerechtelijk Wetboek wordt aangevuld met het volgende lid :

"De substituut-procureurs des Konings, gespecialiseerd in belastingzaken, in de zin van artikel ... (voorts zoals in het ontwerp)"."

Artikel 60 (artikel 151bis van het Gerechtelijk Wetboek).

De volgende redactie wordt voorgesteld voor het tweede lid van het ontworpen artikel 151bis :

.../...

"Wanneer zij hun ambt hebben uit te oefenen in een ander arrondissement dan datgene waarin zij benoemd zijn, worden zij geplaatst onder het toezicht en de rechtstreekse leiding van de procureur des Konings van het arrondissement waar zij dat ambt uitoefenen".

Artikel 61 (wijziging van artikel 194 van het Gerechtelijk Wetboek).

Van de bij een Rijksdienst of bij een instelling van openbaar nut vervulde diensten neemt de huidige tekst van artikel 194 van het Gerechtelijke Wetboek alleen de in juridische ambten gepresteerde diensten in aanmerking. Het ontwerp voegt er "een ambt inzake fiscale materies" aan toe.

Het is de Raad van State niet duidelijk hoe het zou kunnen dat de aldus mede in aanmerking genomen diensten geen diensten in een juridisch ambt zouden zijn.

Derhalve wordt voorgesteld het 1° van artikel 61 van het ontwerp weg te laten.

In de bepaling onder 2°, die geen nummer meer zou moeten dragen, schrappe men in de Franse versie van de ontworpen tekst de woorden "en outre".

Het huidige artikel 194, tweede lid, van het Gerechtelijk Wetboek neemt het diploma van licentiaat in het sociaal recht slechts in aanmerking indien het afgegeven is door een Belgische universiteit. Dezelfde precisering zou moeten worden ingevoegd voor het diploma van licentiaat in het fiscaal recht, dat door het ontwerp in aanmerking wordt genomen.

.../...

Artikel 62 (artikel 194bis van het Gerechtelijk Wetboek).

Ter inachtneming van de opmerking die gemaakt is bij artikel 61, 1°, schrijve men : "De substituut-procureur des Konings, gespecialiseerd in belastingzaken, moet ... of een juridisch ambt in fiscale materies uitgeoefend hebben bij een Rijksdienst of bij een van de instellingen bedoeld bij de wet van 16 maart 1954 betreffende het toezicht op sommige instellingen van openbaar nut".

Artikel 63 (wijziging van artikel 43 van de wet van 15 juni 1935 op het gebruik der talen in gerechtszaken).

Wanneer in een zelfde artikel verschillende wijzigingen worden aangebracht, is het gebruikelijke formulier :

"In artikel 43 van de wet van 15 juni 1935 op het gebruik der talen in gerechtszaken, gewijzigd bij de wetten van 10 oktober 1967, 15 juli 1970 en 23 september 1985, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° Paragraaf 1 wordt aangevuld met de volgende leden :

"... (voorts zoals in de ontworpen tekst onder 1°, maar men schrijve in de Nederlandse tekst "gespecialiseerd in belastingzaken").

2° Paragraaf 2 wordt aangevuld met het volgende lid :

"... (voorts zoals in de ontworpen tekst onder 2°, maar men schrijve in de Nederlandse tekst "gespecialiseerd in belastingzaken").

.../...

3° In paragraaf 5 wordt tussen het tweede en het derde lid, het volgende lid ingevoegd :

"Bovendien moeten twee substituut-procureurs des Konings te Brussel, gespecialiseerd in belastingzaken, door hun diploma bewijzen dat zij de examens van de licentie in de rechten, de ene in het Nederlands, de andere in het Frans, hebben afgelegd".

Artikel 64.

Het ontworpen artikel 151bis van het Gerechtelijk Wetboek (artikel 60 van het ontwerp) draagt het instellen van de openbare rechtsvordering in fiscale materies op aan substituten "gespecialiseerd in fiscale materies". Het ontworpen artikel 194bis van het Gerechtelijk Wetboek (artikel 62 van het ontwerp) bepaalt dat de substituut gespecialiseerd in fiscale materies, volgens de eerste van twee mogelijkheden, houder moet zijn van een diploma van licentiaat in het fiscaal recht.

Aangezien de graad van licentiaat in het fiscaal recht geen wettelijke graad, maar slechts een wetenschappelijke graad is, staat het universiteiten vrij een diploma met die titel uit te reiken, de leerstof te bepalen en de examens vast te stellen die moeten worden afgelegd om dat diploma te behalen.

Volgens artikel 64 van het ontwerp zou de Koning de bevoegdheid krijgen om "de examens en proeven" vast te stellen "die de houder van een diploma van licentiaat in het fiscaal recht moet hebben afgelegd voor de toepassing van artikel 194bis van het Gerechtelijk Wetboek".

Ten gevolge van die beperking zou aan bepaalde houders van dat diploma de mogelijkheid worden ontzegd om naar één van de door de ontworpen wet ingestelde plaatsen te solliciteren, en zouden zij de ontoereikendheid van hun diploma niet kunnen goedmaken door een aanvullend examen voor een examencommissie van de Staat.

Andere gegadigden die geslaagd zouden zijn voor alle bij het koninklijk besluit bepaalde proeven, maar het diploma van licentiaat in het fiscaal recht niet behaald hebben, zouden het bij de wet bepaalde benoemingsvereiste niet vervullen.

Die regeling kan alleen maar verwarring doen ontstaan. De oplossing zou moeten worden gezocht in de aanwending van de bevoegdheid die aan de Koning is toegekend door artikel 1bis van de wetten op het toekennen van de academische graden en het programma van de universitaire examens, gecoördineerd op 31 december 1949, gewijzigd bij de wet van 21 maart 1964. Die wetsbepaling maakt het immers mogelijk om bij koninklijk besluit nieuwe academische graden in te stellen en de examenstof ervan te bepalen.

Bovendien zou moeten worden voorzien in overgangsbepalingen.

La chambre était composée de

Messieurs : J. LIGOT, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

J.-J. STRYCKMANS, conseillers d'Etat,
P. FINCOEUR, staatsraden,

Cl. DESCHAMPS, assesseurs de la section de législation,
P. GOTHOT, assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame : M. VAN GERREWEY, greffier,
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. STRYCKMANS.

Le rapport a été présenté par M. G. PIQUET, premier auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J.-J. STRYCKMANS.

Het verslag werd uitgebracht door de H. G. PIQUET, eerste auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

M. VAN GERREWEY. J. LIGOT.